

GE_GERICHTE A/3032/2010 vom 17. Februar 2011

GE Cour de justice, 2011-02-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_3032_2010

FR: GE_GERICHTE A/3032/2010 du 17 février 2011

IT: GE_GERICHTE A/3032/2010 del 17 febbraio 2011

Regeste

Expertise. | Aux termes de l'art. 9 al. 2 ORFI, chaque intéressé a le droit d'exiger, en s'adressant à l'Autorité de céans dans le délai de dix jours de l'art. 17 al. 2 LP et moyennant avance des frais, qu'une nouvelle estimation soit faite par des experts. L'intéressé n'a toutefois droit qu'à une nouvelle estimation par des experts. Il n'est pas permis que par des requêtes réitérées d'une nouvelle estimation, la procédure de réalisation forcée soit indûment traînée en longueur. | LP.97; ORFI.9.2

Erwägungen

E. 1

L'Autorité de surveillance est compétente pour statuer sur les plaintes formées en application de la LP (art. 13 LP ; art. 125 et 126 LOJ ; art. 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP) contre des mesures non attaquables par la voie judiciaire (art. 17 al. 1 LP). La décision contestée est une mesure sujette à plainte que le débiteur a qualité pour attaquer par cette voie. Il a par ailleurs agi en temps utile (art. 32 al. 2 LP) et dans le respect des exigences de forme et de contenu posées par la loi (art. 9 al. 1 LaLP).

E. 2.1

Dans la procédure ordinaire par voie de saisie, l'office procède à deux estimations de l'immeuble, soit lors de l'exécution de la saisie (art. 97 LP et 9 al. 1 ORFI) et avant de procéder aux enchères (art 140 al. 3 LP et 44 ORFI), estimations qui peuvent être contestées à chaque fois (ATF 122 III 338 , JdT 1998 II 171 ; ATF non publiés 7B.163/2005 du 19 décembre 2005 consid. 1 et 7B.79/2004 du 10 mai 2004 consid. 3). Aux termes de l'art. 9 al. 2 ORFI, chaque intéressé a le droit d'exiger, en s'adressant à l'Autorité de céans dans le délai de dix jours de l'art. 17 al. 2 LP et moyennant avance des frais, qu'une nouvelle estimation soit faite par des experts. Il s'agit là d'un droit inconditionnel (arrêts non publiés 7B.79/2004 précité consid. 3.2 et 7B.126/2003 du 31 juillet 2003). L'Autorité de céans statue en dernier ressort sur les contestations relatives au montant de l'estimation (art. 9 al. 2 in fine ORFI). Les intéressés n'ont toutefois droit qu'à une nouvelle estimation par des experts. Il n'est pas permis que par des requêtes réitérées d'une nouvelle estimation, la procédure de réalisation forcée soit indûment traînée en longueur (ATF 120 III 136 ; JdT 1997 II 37).

E. 2.2

En l'espèce, après avoir eu connaissance du résultat de l'expertise réalisée par l'architecte mandaté par l'Office, le plaignant a requis et obtenu qu'une nouvelle estimation soit effectuée par un expert. Sa demande d'une troisième expertise sera, pour les motifs précités, rejetée.

E. 3

aménagements extérieurs, taxes et raccordements : la valeur de ces aménagements et taxes retenue par l'expert de l'Office sera préférée, vu la conjoncture immobilière à Genève et dans l'intérêt des parties, à celle retenue par l'expert désigné par l'Autorité de céans, ce dernier n'ayant, à la différence de l'expert de l'Office, fourni aucune indication sur la base de son calcul - 172'400 fr. ; 4. la dépréciation pour vétusté est identique dans les deux expertises - 20% . Il découle de ce qui précède que la valeur du bâtiment et des aménagements extérieurs s'élève à 972'400 fr. ($1'335 \text{ m}^3 * 750 \text{ fr.} - 20\% *(1'335*750) + 172'400 \text{ fr.}$). Terrains L'expert désigné par l'Autorité de céans s'est fondé sur une valeur au m² du terrain en zone villa de 550 fr./m² et de 50 fr. pour le solde alors que l'expert de l'Office a retenu 500 fr./m² et 8 fr./m². Vu la conjoncture immobilière à Genève et dans l'intérêt des parties, l'Autorité de céans retiendra l'évaluation de l'expert qu'elle a désigné, soit 788'000 fr. Ainsi, la valeur de l'immeuble n° xxx sera fixée à 1'760'400 fr. , soit 889'200 fr. pour la moitié. Valeurs de la parcelle n° xxx L'expert de l'Office a retenu 8 fr./m² pour cette parcelle située en zone agricole en indiquant que ce montant était le maximum licite fixé par la commission foncière agricole. Il a aussi rappelé les restrictions mises à la vente de ce genre de terrain. Pour sa part, l'expert mandaté par l'Autorité a retenu un prix de 5 fr./m² en se fondant en outre sur le prix d'une transaction récente à J_____ portant sur une parcelle d'une surface de 4'234 m². Une seule transaction portant sur une parcelle d'une surface quatre fois inférieure à la parcelle n° xxx étant insuffisante pour établir un prix du marché des surfaces agricoles dans la région concernée, la valeur retenue par l'expert de l'Office sera retenue, soit 163'600 fr. Valeur totale Ainsi, l'Autorité de céans arrêtera la valeur des biens immobiliers à : 889'200 fr. pour la moitié de l'immeuble n° xxx (terrain, bâtiment et aménagements extérieurs) et 163'600 fr. pour l'immeuble n° xxx.

E. 3.2

En l'espèce, l'expert mandaté par l'Autorité de céans a estimé les biens immobiliers à réaliser à une valeur vénale de 927'285 fr. alors que l'expert mandaté par l'Office a retenu pour sa part une valeur vénale de 789'600 fr. Si l'on fait abstraction de quelques divergences d'appréciation, sur lesquelles il conviendra de revenir, les méthodologies suivies et les résultats obtenus sont comparables. Pour ce qui a trait aux divergences d'appréciation, l'Autorité de céans se prononcera comme suit : Valeurs de la parcelle, du bâtiment et des aménagements extérieurs n° xxx Bâtiment et aménagements extérieurs 1. volume construit : la base de calcul retenue par l'expert mandaté par l'Autorité de céans, fondée sur les plans de l'immeuble, sera préférée à celle de l'expert de l'Office - 1'335 m³ ; 2. prix au m³ : le prix au m³ retenu par l'expert de l'Office de 750 fr. sera préféré, vu la conjoncture immobilière à Genève et dans l'intérêt des parties, à celui de l'expert désigné par l'Autorité de céans, celui-ci expliquant la différence de prix par le fait que ce bien immobilier comprend des vastes volumes vides - 750 fr./m³ ;

E. 4

L'expert désigné par l'Autorité de céans a fixé le montant de ses honoraires à 2'925 fr., montant qui paraît conforme aux tarifs usuels dans ce domaine d'activité. Sa note d'honoraires sera donc approuvée. Le montant de la note d'honoraire étant inférieur à celui de l'avance de frais effectuée par le requérant, la Caisse du Palais de justice sera invitée à restituer le solde de l'avance, correspondant à une somme de 75 fr. (3'000 fr./2'925 fr.) au plaignant. * * * * * PAR CES MOTIFS, L'Autorité de surveillance : A la forme : Déclare recevable la demande de nouvelle expertise formée par M. S_____ le 1 er avril 2010 dans le cadre des poursuites n os

E. 08

xxxx75 W, 08 xxxx88 A, 08 xxxx95 X, 08 xxxx03 H et 09 xxxx93 L formant entre elles la série n o

E. 09

xxxx93 L. Déclare irrecevable la demande de troisième expertise formée par M. S_____ dans son courrier du 21 janvier 2011. Au fond : 1. Fixe à 889'200 fr. pour la moitié de l'immeuble n° xxx (terrain, bâtiment et aménagements extérieurs) et à 163'600 fr. pour l'immeuble n° xxx tous deux sis à G_____, commune de J_____. 2. Fixe à 2'925 fr. les frais de l'expertise effectuée à la suite de la requête de M. S_____. 3. Invite le Service financier du Palais de justice à verser la somme de 2'925 fr. à l'expert, M. G_____, architecte, ainsi qu'à restituer à M. S_____ la somme de 75 fr. à titre de solde de l'avance d'expertise. Siégeant : Monsieur Daniel DEVAUD, président ; Madame Françoise SAPIN et Monsieur Philipp GANZONI, juges assesseur(e)s ; Madame Véronique PISCETTA greffière. Le président : Daniel DEVAUD La greffière : Véronique PISCETTA Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF ; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par l'Autorité de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.